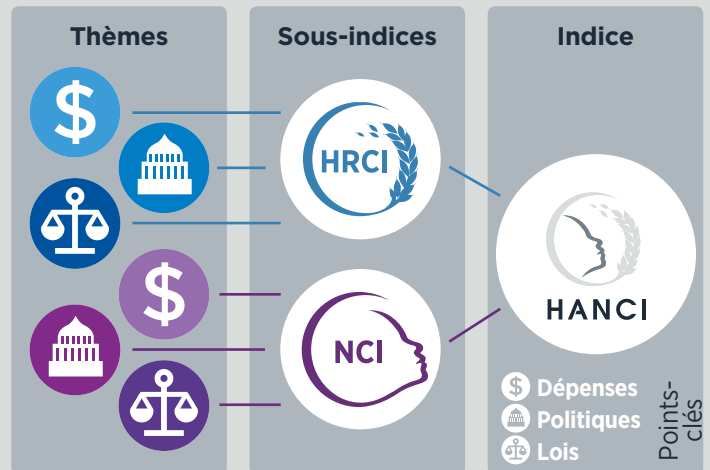
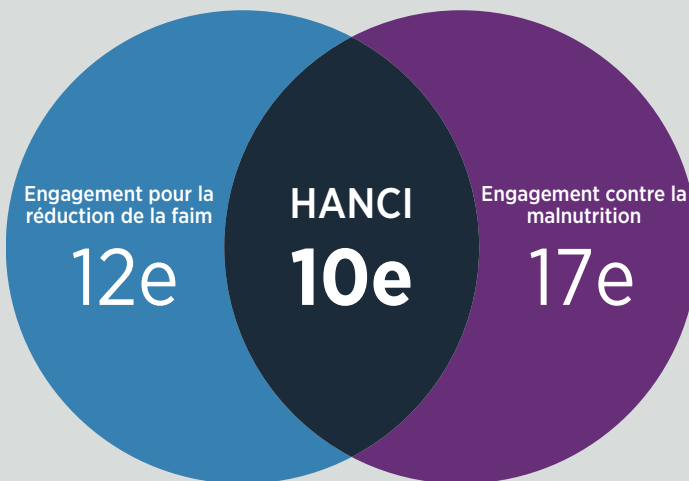


 **Indonésie: Données clés**



Taux actuels de démaçiation : 13.5% retard de croissance : 36.4% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 19.9%

Source: Gouvernement indonésien (RISKESDAS, 2013)

**Bons résultats**

- Indonésie : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- Indonésie : dans ce pays, la loi accorde aux femmes les mêmes droits d'accès aux terres agricoles qu'aux hommes, droits qui sont respectés dans la pratique. Cela réduit la vulnérabilité des femmes à la faim et à la malnutrition.
- Indonésie : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Indonésie : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Indonésie : en 2015, 90.3% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Indonésie : 95.4% des femmes de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2013.
- Indonésie : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

**Points à améliorer**

- Indonésie : dans ce pays, la loi garantit l'égalité des droits économiques entre hommes et femmes. Cependant, elle n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Indonésie : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2012.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (67.9% en 2015) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Le taux d'enregistrement des naissances (68.5% en 2013) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.


**Indonésie: Données clés**
**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	0.7%	2010	45e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>	7.4%	2015	15e ex aequo
<b>Politiques</b>			
Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>	Bon	2016	10e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>	Moyen	2013	27e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	68.5%	2013	21er
Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>	Moyen	2016	2e ex aequo
<b>Lois</b>			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>	Moyen	2017	10e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup>	Dans la loi et dans la pratique	2014	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo

<sup>1</sup> Pas de benchmark<sup>2</sup> Pas de benchmark<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2017	1er ex aequo
<b>Politiques</b>			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	82%	2015	20e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	90.3%	2015	13e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	67.9%	2015	8e
Visites médicales pour les femmes enceintes	95.4%	2013	13e ex aequo
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Modérée	2010-2014	30e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2012	40e ex aequo
<b>Lois</b>			
Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Largement consacre dans le droit	2016	20e ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel